

Croissance rentière basée sur les hydrocarbures Caractéristiques et implications

Dr. Tahar LATRECHE

Maître de conférences à l'Ecole Supérieure de Commerce d'Alger, chef de projet au laboratoire.

Résumé : la croissance économique constitue un sujet de débats économiques majeurs. Il convient, en effet, d'expliquer pourquoi certains pays réalisent de performances de croissance meilleures que d'autres pays. Aussi, il convient d'expliquer pourquoi les pays en développement, en premier lieu ceux riches en matières premières énergétiques et non énergétiques, semblent avoir une dynamique de croissance moins ancrée et plus instable que les pays développés.

Faut-il se contenter des explications traditionnelles de croissance ou, au contraire, faut-il recourir à d'autres explications qui paraissent plus pertinentes ? Que faut-il faire pour ancrer le processus de croissance dans les pays en développement ? La présente étude vise à réexaminer ces questions adoptant une nouvelle approche qui paraît compatible avec le contexte de ces pays.

Mots clés : croissance rentière, facteurs traditionnels de croissance, stabilité de la croissance, durabilité

de la croissance, endogénéisation de la croissance.

ملخص: يشكل النمو الاقتصادي موضوعا لنقاشات اقتصادية كبرى. ويدور جزء هام من هذه النقاشات حول محاور عديدة. إذ يتعين على المرء أن يقوم بتفسير الأسباب التي تجعل بعض الدول تحقق معدلات نمو أعلى وبشكل متواصل أفضل من دول أخرى. كما يتعين تسبب لماذا تبدو ديناميكية النمو في الدول السائرة في طريق النمو، وفي المقام الأول تلك الدول الغنية بالمواد الأولية الطاقوية وغير الطاقوية، أقل تجدرا وأكثر تقلبا منها في الدول المتقدمة.

هل تكفي التفسيرات التقليدية للنمو لشرح هذه الظاهرة، أم على العكس من ذلك ينبغي اللجوء إلى تفسيرات أخرى تبدو أكثر ملاءمة؟ ماذا يتعين عمله لترسيخ عملية النمو في الدول السائرة في طريق النمو التي تتميز بوفرة طاقوية خاصة؟ تحاول هذه الورقة تقديم إجابات لهذه الأسئلة مستعملة مقارنة جديدة تتلاءم ووضع هذه الدول.

الكلمات المفتاحية: النمو الريعي، العوامل التقليدية للنمو، استقرار النمو، ديمومة النمو، تدجين النمو.

I. Introduction

La croissance économique est un élément fondamental dans l'analyse économique. Elle constitue un paramètre qui reflète l'évolution de la conjoncture économique pendant une période donnée. C'est un phénomène important révélateur des moments de crises comme des moments de prospérité.

La croissance économique est le fruit d'une structure économique. Elle exerce en retour sur cette structure une transformation dans un processus de reproduction continue et élargie. Dans cette structure, les facteurs généralement admis dans la réalisation de cette croissance peuvent être ramenés à une combinaison du capital, du travail et de leur synergie à travers la dimension technologique qui exerce de sa part une influence sur la productivité.

La dimension quantitative de la croissance impose donc un exercice de compréhension de sa nature, ses origines et ses moteurs. Sa durabilité et sa soutenabilité y sont liées. Le schéma traditionnel de la croissance présenté en haut prédit une constance relative dans la croissance (Solow, 1956) en dépit des fluctuations liées à l'évolution du cycle. Le cycle, dans ce schéma, se présente comme une source de renouvellement des forces de la croissance, lié à un ou à l'ensemble de ses facteurs.

La reproduction du capital, l'amélioration continue de la productivité de la main d'œuvre grâce à l'amélioration de la qualité de la formation (Lucas, 1988), les expériences acquises (Romer, 1986) dans les processus de production et les avancées réalisées dans le domaine technologique (Romer, 1990 ; Aghion-Howitt, 1992) qui renforcent le stock d'innovations expliquent et assurent l'approfondissement du processus de la croissance, notamment dans les pays industrialisés ou nouvellement industrialisés.

Dans le cas de la plupart des pays en développement, La reproduction du capital semble très limitée à l'intérieur de leurs systèmes économiques respectifs et n'exerce ainsi pas d'influence considérable sur l'ancrage de la croissance. Le facteur travail semble moins outillé et manque de la connaissance nécessaire, dans sa complexité (technique, managériale,...),

capable d'assurer la continuité du processus de la croissance et son élargissement. La dimension technique de la croissance semble moins déterminante quant à l'approfondissement du processus de la croissance en raison de faiblesse de la recherche et du développement.

A la lumière de cette réalité, peut-on expliquer la croissance économique dans ces pays uniquement dans le cadre du schéma présenté par les modèles traditionnels ? Où existe-t-il d'autres moteurs pour cette croissance ?

Une des particularités des économies de ces pays est qu'elles s'appuient principalement sur des ressources naturelles, notamment les hydrocarbures. Dans les pays énergétiques, les hydrocarbures ne constituent pas uniquement une source pour l'exportation mais elles créent également une dynamique au niveau des autres secteurs de l'économie nationale. Cela constitue en principe un facteur qui facilite l'évolution dans ces secteurs provoquant par là des mouvements de croissance sectorielle.

L'abondance des hydrocarbures, pour l'exportation et la consommation industrielle domestique notamment, contribue à contrebalancer le déficit substantiel en matière des autres facteurs de croissance. De là, les hydrocarbures jouent un rôle fondamental dans la dynamique de la croissance de ces économies. Or, le marché des hydrocarbures, à l'instar de tous les autres marchés des matières premières, est caractérisé par une instabilité structurelle due à de nombreux facteurs. Par conséquent, la dynamique de la croissance serait instable et irrégulière. Cette croissance est particulièrement et fondamentalement rentière.

II. Survol de la littérature

Hall et Jones (1996) considèrent que les pays produisent un niveau élevé de produit par travailleur puisqu'ils réalisent des taux élevés d'investissement dans le capital physique et le capital humain et ils utilisent leurs inputs avec un niveau élevé de productivité, tout en soulignant que le succès dans ces fronts est tiré par une infrastructure sociale dont la différence en qualité cause des différences larges dans l'accumulation du capital, les réalisations éducationnelles et la

productivité. De Long et Summers (1992) indiquent, de leur part, que l'investissement dans les équipements est la catégorie d'investissement qui a probablement et spécialement les rendements sociaux les plus larges en soutenant le développement et l'introduction des nouvelles technologies. Les performances économiques à long terme des pays sont déterminées aussi et en premier lieu par des institutions performantes, des politiques gouvernementales qui améliorent l'environnement dans lequel agissent les entreprises, réalisent des investissements, créent et transfèrent des idées et produisent des biens et services (Hall & Jones, 1996 ; Barro, 1996 ; Engerman & Sokoloff, 1994 ; Rodrik, 1997). A long terme, le taux de croissance est tiré par les inventions et le changement dans la technologie (Barro, 1995 ; Easterly & *al.*, 1993). Par ailleurs, un environnement macroéconomique stable (taux d'inflation bas et stable, déficit budgétaire léger, ...) est généralement évoqué comme un facteur indispensable pour une croissance économique durable (Fischer, 1993 ; Kahn, 1992).

Les théories traditionnelles de croissance n'intégraient pas ainsi directement les ressources naturelles dans les modèles de croissance. La tradition, jusque là instaurée, montre que la croissance économique est le fruit d'un mélange du capital, du travail et du progrès technique qui véhicule la productivité. Aussi, les débats récents autour de la croissance n'examinaient pas non plus les ressources naturelles comme moteur déterminant du taux de croissance économique. Pourtant, la question des ressources naturelles dans la croissance a été débattue depuis la naissance de la pensée économique moderne.

Certains ont considéré les ressources naturelles comme l'origine principale de la prospérité des nations (Jevons, 1865). Avant lui, Ricardo (1817) a, dans le sillage de sa théorie de la rente différentielle, examiné la question de raréfaction progressive des meilleures ressources naturelles (aux coûts les plus faibles) en fonction de l'utilisation des meilleures terres, ou d'une manière particulière des gisements. C'est avec Hotelling (1931) que les conditions d'une exploitation optimale des ressources naturelles limitées (non renouvelables) ont été étudiées et élucidées. La conclusion principale de cette étude est que la rente tirée d'une ressource naturelle exploitée dans des conditions optimales croît d'un taux

identique au taux d'actualisation (ou d'intérêt). Ce qui revient à dire que dans de telles conditions, il n'y a pas de gains à réaliser ou de pertes à subir en choisissant l'exploitation de cette ressource aujourd'hui ou la laisser à demain. La reconsidération du problème de Hotelling par D. Levhari et N. Liviatan (1977), en se mettant dans un contexte de coûts croissants d'extraction, et non plus de coûts fixes comme chez Hotelling, a conduit à des résultats différents. Considérant que l'arrêt de l'exploitation du gisement intervient lorsqu'elle devient non rentable et non lorsqu'elle s'épuise physiquement, la dernière quantité extraite au bout de l'exploitation ne serait alors plus nulle comme l'a affirmée Hotelling. Dans ce cas, la progression intertemporelle de la rente grâce au taux d'actualisation n'est plus vérifiée (Abraham-Frois, 1989).

Un cas spécifique qui a vraiment fait l'objet de débats plus au moins larges est celui connu dans la littérature sous le nom du syndrome (ou mal) hollandais. Celui-ci décrit la situation qu'a connue l'économie hollandaise dans les années 1970 suite au premier choc pétrolier. En effet, l'exploitation du gaz naturelle par la Hollande lui a permis de réaliser de très bonnes performances externes mais qui se sont accompagnées par des contre-performances internes, reflétées par une récession économique généralisée dans les autres secteurs de l'économie, notamment dans le secteur manufacturier.

Un cas similaire a été étudié dans le cadre de l'économie australienne (Gregory, 1976) connu sous le nom de secteur en boum (booming sector). La problématique traitée alors était d'essayer de mettre en évidence les changements structurels attendus sur les autres secteurs (le reste de l'économie australienne) suite à la découverte et l'exploitation massive du secteur minier. L'auteur voulait, grâce à un modèle simple, de mesurer l'impact de l'évolution des prix internes sur l'évolution des exportations et des importations. Le raisonnement était simple (il coïncide sur ce point avec le mécanisme à travers lequel le syndrome hollandais surgit). L'exploitation et l'exportation accrues des produits miniers conduisent à générer des excédents extérieurs qui exercent des pressions vers l'ajustement. Cela peut se réaliser à travers une appréciation de la monnaie par rapport aux autres monnaies ou par une augmentation des prix domestiques. Cela va se répercuter sur les prix des

industries destinées à l'exportation ou celles concurrentes aux importations produisant ainsi une contraction de l'activité dans ces secteurs qui va entraîner avec elle le reste des secteurs dans la même direction. Il est évident dès alors de conclure que l'expansion d'un secteur minier ou naturel clé va avoir des répercussions négatives sur les autres secteurs de l'économie, notamment le secteur manufacturier exposé à la concurrence des secteurs étrangers à l'extérieur et à l'intérieur du pays concerné.

Toutefois, ces deux cas de figure ont trait avec une économie développée. Le problème qui se pose alors est un problème d'ajustement¹ et non un problème de développement. Ce qui est historiquement avancé par rapport au processus historique du développement dans les pays en développement. Malgré les similitudes qu'elle peut avoir avec les deux cas évoqués, la croissance rentière est foncièrement bien différente d'eux. Les différences peuvent intervenir sur au moins trois niveaux.

1. Une différence de contexte : dans les deux cas évoqués en haut, la croissance existait et produite sur la base d'un modèle endogénéisé et diversifié. Ceci dit, l'émergence d'un secteur minier va perturber et influencer négativement le processus de croissance à travers les nouvelles conditions de prix qu'elle crée. La croissance recule par rapport à ses niveaux d'avant. Le cas de croissance rentière présente toute une autre configuration. Les pays en développement n'atteignent pas un état de développement avancé. La croissance économique dans ces pays est foncièrement dépendante de celle des pays développés sur tous les niveaux du capital, de la technique et même des conditions qui règnent dans le secteur rentier ; elle est exogène par rapport au système économique national. Ceci dit, le produit généré dans les autres secteurs (autres que le secteur rentier) est doublement dépendant. Il est dépendant d'abord de l'extérieur en terme de capital, de la technique et des marchés. Il est dépendant ensuite du comportement du secteur rentier lui-même qui conditionne le rythme de la dynamique économique interne à travers l'importance qu'il requiert, en tant que secteur rentier, et les financements qu'il génère pour les autres secteurs. On assiste ici à une

¹ La notion d'ajustement est prise ici dans un contexte des pays développés ce qui la rend différente de celle prise dans le contexte des pays en développement.

sorte « d'éviction » exercé par le secteur rentier sur les autres secteurs. Dans le cas de la croissance rentière, on ne parle pas de contre-performances aux niveaux des autres secteurs mais on parle d'une faiblesse structurelle du processus global de croissance dominé par le comportement d'un secteur structurant et structurellement fragile.

2. *Une différence du mécanisme* : dans le cas du syndrome hollandais, ou du secteur en boum, les contre-performances dans les autres secteurs de l'économie sont l'effet du fonctionnement du système des prix. Les contre-performances ne sont pas le produit d'une modification structurelle du marché ou d'une détérioration de la compétitivité « intrinsèque » des dits secteurs suite à une différence de productivité par exemple. Dans le cas de la croissance rentière, on assiste à un dysfonctionnement structurel. Même si le secteur rentier exerce un effet positif sur les autres secteurs, celui-ci reste très limité dans sa dimension et dans le temps. L'expansion du secteur rentier exerce un effet modéré sur le reste de l'économie, mais sa contraction entraîne avec elle les autres secteurs.

3. *une différence du traitement* : ceci dit, les implications, dans le cas du syndrome hollandais ou du secteur en boum, produites par une modification de la structure des prix relatifs entre les biens et services domestiques et ceux produits à l'étranger devront être traitées dans le cadre d'un système de régulation conjoncturelle ou une modification structurelle de portée limitée (ou partielle), comme par exemple la modification du système de tarification, visant le rétablissement de l'équilibre dans le système des prix. Dans le cas de la croissance rentière, le traitement ne sera pas d'ordre conjoncturel. Il doit être global. Il vise une modification structurelle de l'économie dont le but est d'approfondir le processus de croissance.

III. Définition et caractéristiques de la croissance rentière

Ceci dit, la croissance rentière exprime le cas où le processus de la croissance d'une économie est essentiellement basé sur l'exploitation des ressources naturelles, dans le cas de l'Algérie les hydrocarbures. Ainsi, les facteurs de croissance admis dans le schéma traditionnel ne sont pas déterminants dans la dynamique de croissance dans ces pays. Le capital et le progrès technique peuvent être considérés comme facteurs exogènes

aux systèmes économiques en place, puisque essentiellement produits et acquis auprès d'autres systèmes économiques plus développés. Le facteur travail (notamment pour sa dimension qualitative) est le produit d'un système de formation peu adapté et un contexte peu développé pour l'acquisition d'expériences.

Dans le modèle de Solow, la croissance économique est basée sur une dynamique endogène du capital et du travail. L'endogénéité du progrès technique², introduite plus tard par les modèles de croissance endogène (Romer, 1991), est devenue un élément important dans l'explication de la dynamique de croissance dans la mesure où l'introduction de ce facteur transforme l'analyse d'un contexte de rendements constants à un contexte de rendements croissants³. Ce troisième facteur explique dans une large mesure la différence de croissance qui existe entre les pays développés et en développement. Globalement, dans les économies où la croissance est basée sur des ressources rentières, ces trois facteurs ne constituent pas des forces motrices de cette croissance. Ce qui implique de reconsidérer le schéma explicatif de la croissance dans ces pays.

Ceci dit, l'intégration des ressources rentières comme facteur de production va considérablement changer le schéma du processus de production. La première conséquence de la nouvelle fonction de production est que les ressources naturelles en tant que facteur ne sont plus substituables avec les autres facteurs. Elles s'utilisent en fonction du volume utilisé des autres facteurs dans une relation directe et positive, l'utilisation des ressources naturelles sont ainsi fonction de la capacité de l'absorption interne, d'emblée limitée. Cette caractéristique est très importante. L'optimisation de l'exploitation de ses ressources en faveur de la croissance, étant liée aux autres facteurs jugés exogènes au système économique en place, donc constant à court terme, n'est pas permise à l'intérieur de ce système. Les ressources rentières ne sont donc financièrement vraiment utiles qu'à travers la rente qu'elles génèrent.

² Le progrès technique en tant que facteur endogène exprime un phénomène qui s'explique à l'intérieur du processus de production, donc de croissance. C'est une grandeur économique constituée par une relation de comportement qui décrit le processus de recherche-développement.

³ Analyse faite dans le cadre d'une fonction de production de type Cobb-Douglas.

La non substituabilité entre les ressources rentières et les autres facteurs de production donne lieu à une deuxième conséquence très décisive. L'intégration des ressources rentières dans le processus de production, comme étant la variable motrice déterminante, va transformer la fonction de production d'un contexte de rendements croissants comme dans les modèles endogènes de croissance à un nouveau contexte caractérisé par les rendements décroissants. Ainsi, l'augmentation de l'utilisation des ressources naturelles dans ce contexte ne générera pas forcément une augmentation proportionnelle ou plus que proportionnelle du revenu. L'avantage d'abondance des ressources rentières ne créerait pas ainsi une dynamique irréversible de croissance.

Dans un tel schéma, les rapports essentiels de production lient, de manière directe ou indirecte, la ressource rentière aux autres facteurs de production. Le produit est ainsi fonction de l'évolution du facteur rentier, qui est par ailleurs affecté par des conditions exogènes au processus. D'un point de vue sectoriel de la croissance, ces rapports de production agissent d'une manière directe au sein du secteur rentier. Par contre, ils mettent en conjonction indirecte, via le budget, le secteur rentier et le reste des secteurs de l'économie, à travers notamment les capacités de financement qu'il génère. Dans un tel schéma, le secteur public de production s'apparente beaucoup plus à un système de distribution de la rente qu'à un système de création des valeurs.

Ce type de croissance recèle des caractéristiques importantes qui peuvent se résumer dans ce qui suit :

- Instable, en effet le rythme de croissance est dans une large mesure subordonnée au secteur rentier qui se caractérise principalement par son instabilité. Dans les moments où la conjoncture pétrolière, par exemple, se montre favorable, le secteur des hydrocarbures favorise une dynamique élevée de croissance. Par contre, en période de conjoncture difficile, la croissance devient faible et révèle même au grand jour les crises structurelles régnant dans les économies rentières. La volatilité de la croissance fragilise la dynamique d'ensemble et empêche un ancrage réel du processus de la croissance.

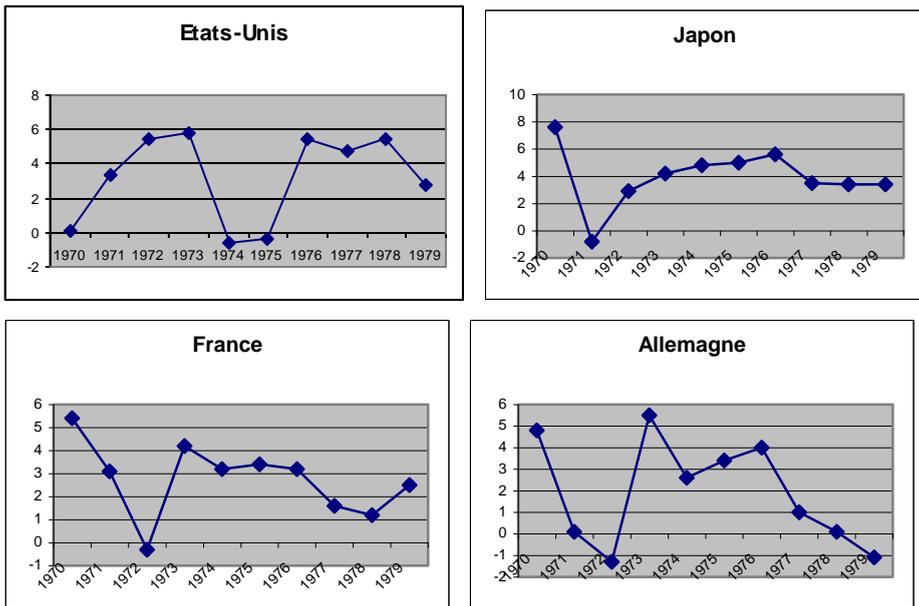
- Non durable, le rythme de croissance n'est pas irréversible. Il fluctue en fonction des perspectives des secteurs rentiers. La non

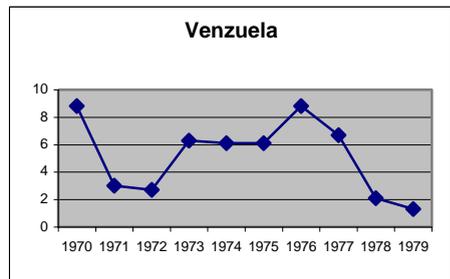
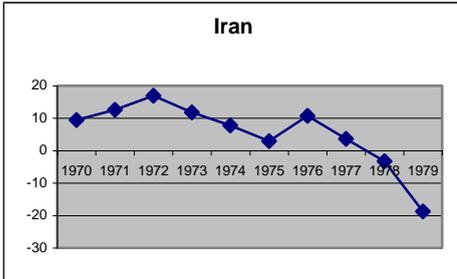
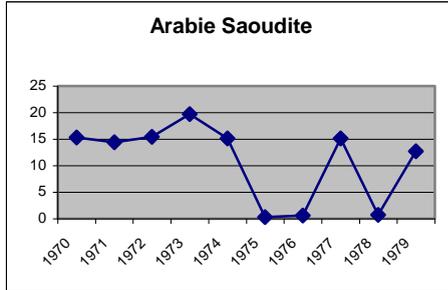
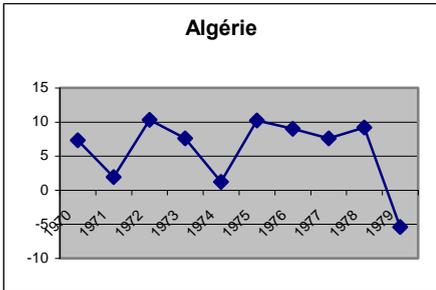
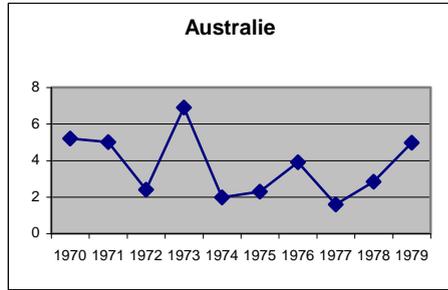
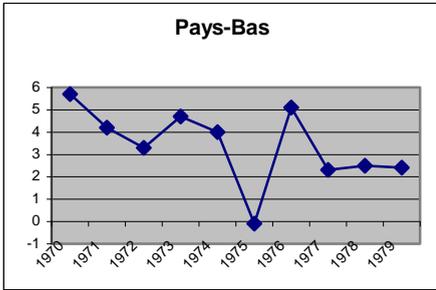
durabilité de la croissance rend tout processus d’approfondissement aléatoire créant une fragilisation du cadre institutionnel de la croissance.

- Faible ancrage, puisque cette croissance est basée essentiellement sur l’exploitation du sous sol. L’approfondissement du processus de croissance est subordonné aux trois facteurs classiques qui sont le capital, le travail et surtout le progrès technique qui garantissent par ailleurs sa durabilité.

Il semble bien des figures (01 à 04) que les fluctuations de croissance sont plus importantes dans les pays producteurs et exportateurs de pétrole que dans les pays industrialisés ou les facteurs traditionnels de croissance sont bien endogénéisés. La dispersion par rapport à la moyenne est nettement claire dans le cas du premier groupe (producteurs et exportateurs de pétrole) ce qui renseigne de l’instabilité évidente de la croissance dans ce groupe. Aussi, les extrêmes (positifs ou négatifs) de croissance très aigues dans le premier groupe témoignent de la non durabilité de la croissance ce qui renseigne dans une certaine mesure de son faible ancrage et sa dépendance à un facteur rentier.

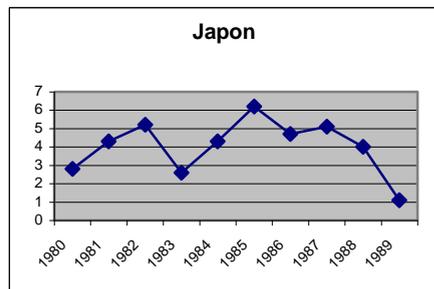
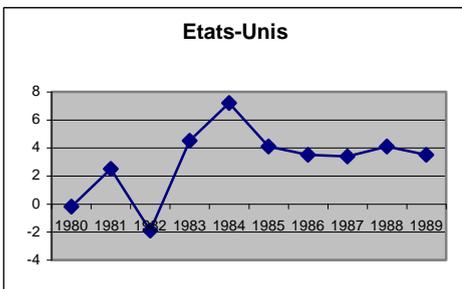
Figure 01. Croissance économique (1970-1979)

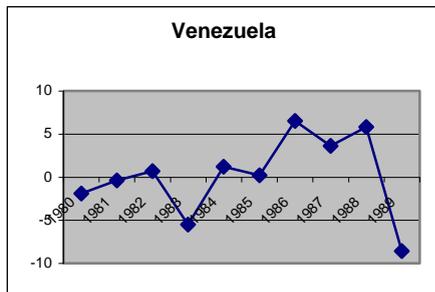
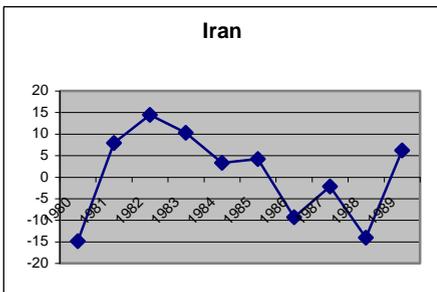
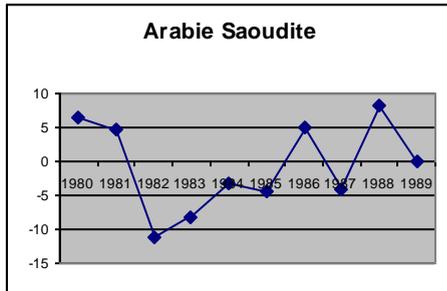
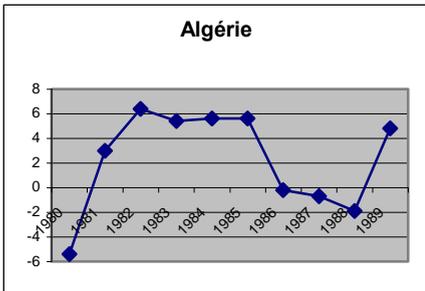
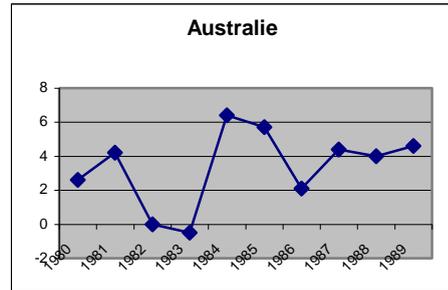
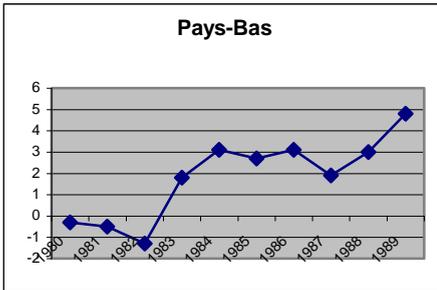
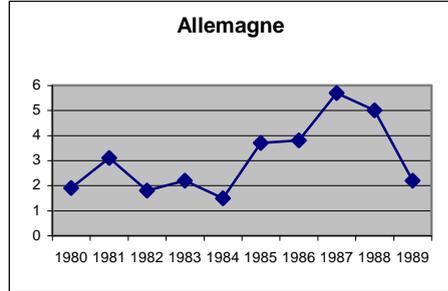
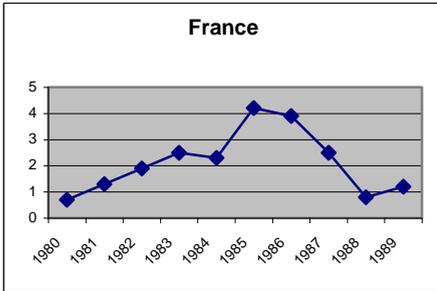




Source : A partir des données de « World Economic Outlook » du FMI.

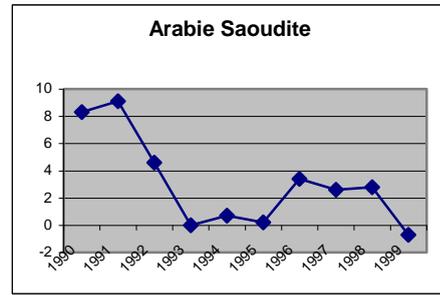
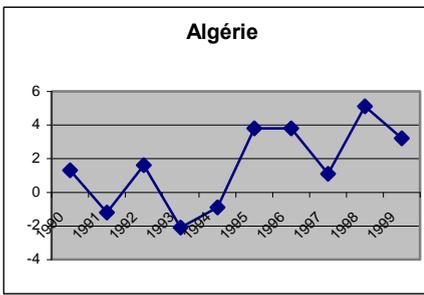
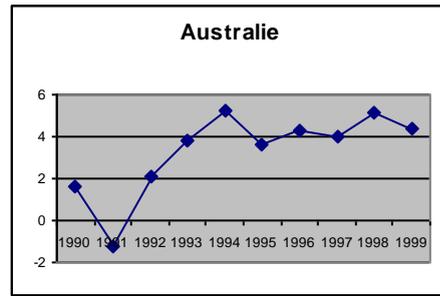
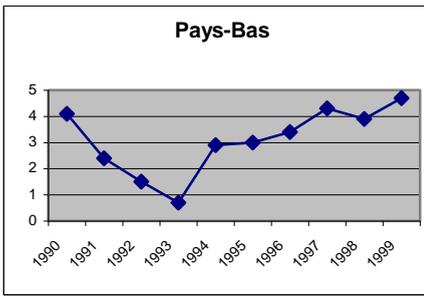
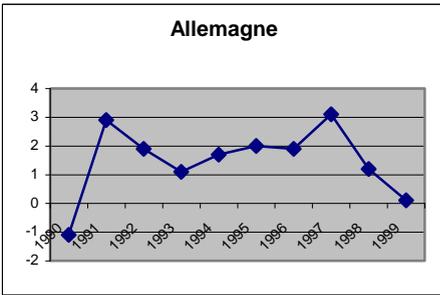
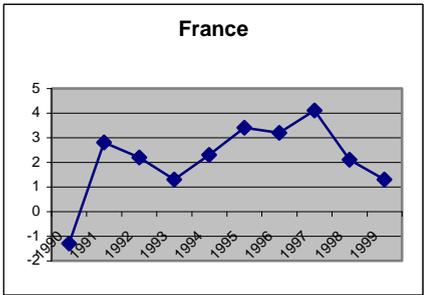
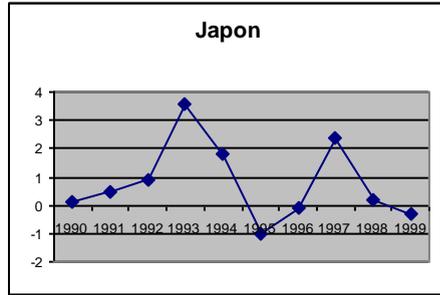
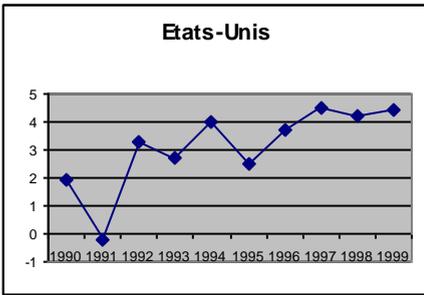
Figure 02. Croissance économique (1980-1989)

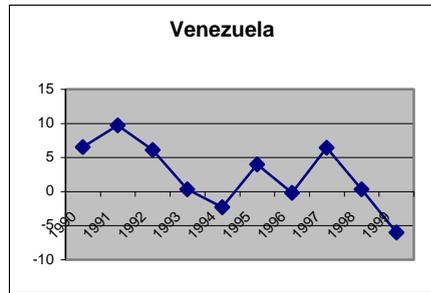
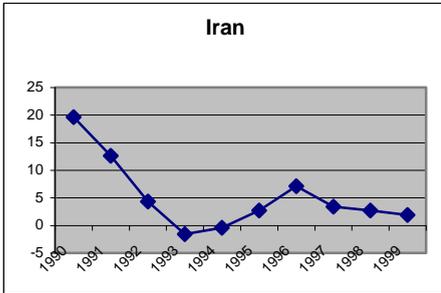




Source : A partir des données de « World Economic Outlook » du FMI.

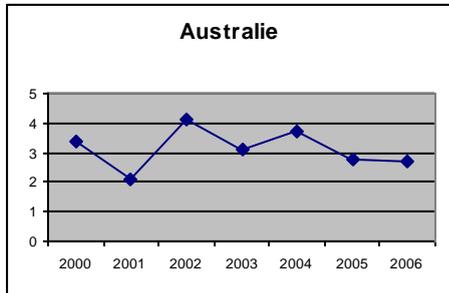
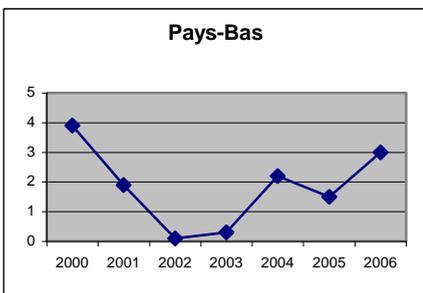
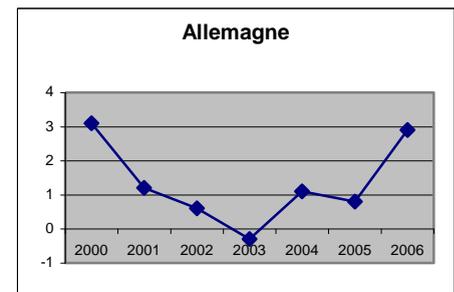
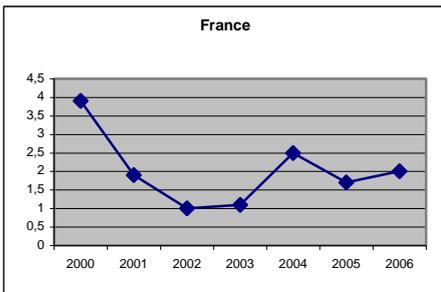
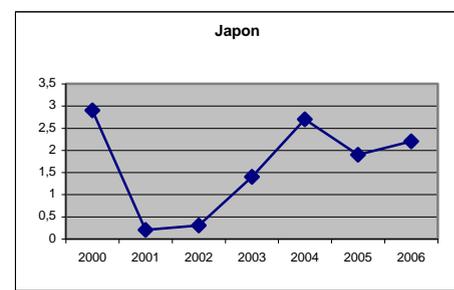
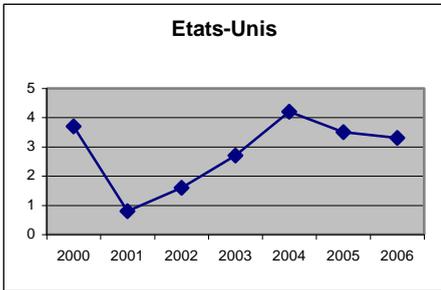
Figure 03. Croissance économique (1990-1999)

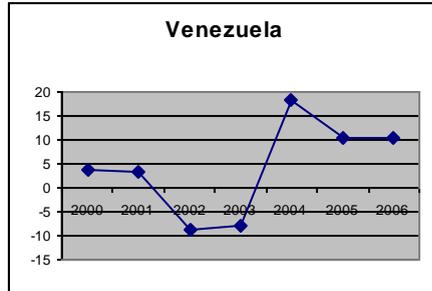
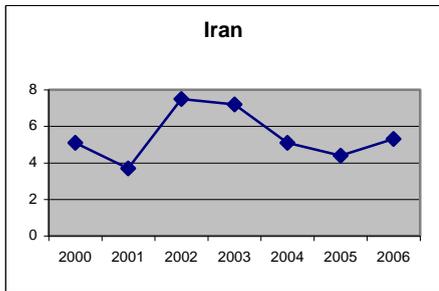
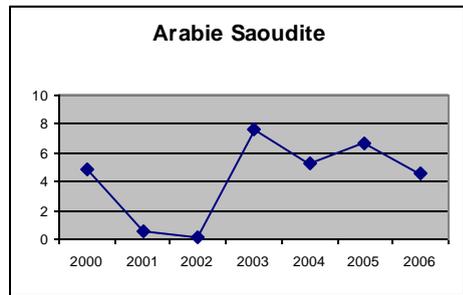
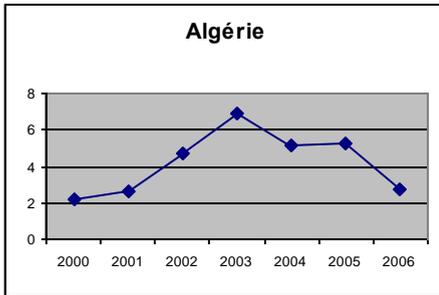




Source : A partir des données de « World Economic Outlook » du FMI.

Figure 04. Croissance économique (2000-2006)





Source : A partir des données de « World Economic Outlook » du FMI.

En effet, la dépendance de la croissance dans les pays à croissance rentière à un facteur rentier semble bien évidente, à travers l'évolution de la croissance pendant les différentes périodes d'emballement et de recul des prix pétroliers. Par ailleurs, l'évolution de la croissance néerlandaise constatée notamment lors des années 1970 et début des années 1980 reflète bien le syndrome hollandais (recul de la croissance globale durant les périodes de booms pétroliers en raison du recul de la croissance dans les autres secteurs et sa reprise dans les périodes où les prix reviennent à des niveaux relativement moins élevés). Cette évolution montre bien aussi la différence de cette notion de syndrome par rapport à la conception de la croissance rentière.

Ce modèle de croissance rentière recèle, en plus de ses caractéristiques peu reluisantes, des limites certaines. Celles-ci peuvent être résumées dans ce qui suit :

- C'est un modèle contraignant pour la diversification au niveau du processus de croissance. Le mécanisme de fonctionnement du système rentier accentue l'intérêt autour du secteur rentier lui-même en premier lieu et sur quelques pôles considérés comme importants dans la

dynamisation du système économique dans son ensemble. La conception des pôles doit elle-même considérée comme une approche qui bloque logiquement le processus de diversification, car cette conception est en

- négation avec l'atomisation du tissu économique sur la base de petites et moyennes entreprises.
- Non créatrice de l'emploi, la création de l'emploi est le fruit d'une économie diversifiée. Or, une croissance basée sur des secteurs rentiers empêche cette indispensable diversification de part son poids dans l'économie d'une part et la transformation de l'intérêt en défaveur des autres secteurs d'autres part.
- Non créatrice de prospérité, puisque basée essentiellement dans un secteur qu'en plus oriente ses fruits vers d'autres secteurs productifs non performant en raison du manque d'approfondissement technique et main d'œuvre peu performante.

V. Implications pour les politiques publiques

Une des conséquences majeures de la croissance basée sur la rente est que l'économie ne peut pas garantir sa durabilité et sa stabilité, comme elle ne peut réussir son intégration efficace dans l'économie mondiale, ce qui implique que sa vulnérabilité s'accroît face à l'ouverture sur cette économie mondialisée. Effectivement l'économie nationale rentière reste sur une double dépendance. Elle est dépendante par rapport au reste du monde dans la mesure où la ressource rentière est sujette à la conjoncture internationale de cette ressource d'une part est que l'acquisition des facteurs de production « traditionnels » se fasse principalement auprès du reste du monde d'autre part. Elle est dépendante en deuxième lieu par rapport à la ressource rentière elle-même qui, même elle est produite à l'intérieur du territoire national, reste toujours exogène par rapport au système économique basé sur la valeur du travail.

Pour permettre l'approfondissement de la croissance, il est alors impératif d'endogénéiser le processus de la croissance. Cela passe par l'entreprise d'actions qui touchent à l'ancrage des facteurs « traditionnels » de la croissance à l'intérieur du système économique concerné.

V. 1. Actions sur les facteurs de la croissance

Si la productivité du travail est liée, dans une large mesure, à la quantité et la qualité du capital physique utilisées, il n'en reste que ce dernier est lui-même le fruit d'un travail hautement qualifié capable de véhiculer les évolutions technique et organisationnelle à l'intérieur du système économique. L'histoire économique nous renseigne que la révolution industrielle moderne a suivi une refonte profonde de l'ordre établi économique et social et une vague massive d'inventions scientifique et technique. La principale conclusion est que ces dernières sont indispensables à toute endogénéisation de la croissance.

Aussi, le progrès technique est le résultat d'un travail intellectuel et d'apprentissage soutenu. La recherche et développement sont la source principale de ce progrès technique. C'est un mécanisme qui véhicule l'innovation intellectuelle dans le processus de production en mettant en œuvre toutes les applications performantes. Les grandes entreprises sont normalement le lieu privilégié pour le développement des processus de production et de création des valeurs. Les grandes entreprises publiques n'ont naturellement pas vocation de s'occuper de cette fonction de recherche et développement. En plus, elles ne sont pas capables, ni financièrement ni techniquement ni même organisationnellement, d'assumer cette mission. Dans un tel contexte, les pouvoirs publics sont appelés à réfléchir sur les meilleurs moyens pour doter la nation de cette mission si vitale pour l'approfondissement de la croissance. Les pouvoirs publics ont la grande responsabilité de concevoir et développer un système national de recherche et de développement, à travers un effort ordonné et coordonné, capable de mettre le pays dans une dynamique d'innovation menant vers une endogénéisation des facteurs de croissance.

La connaissance, source de création des idées, doit attirer toute l'attention. Le développement de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la formation technique devra figurer au premier plan des priorités de la nation. Les inventions et les innovations y dépendent. La qualité de l'enseignement, pris sous toutes ses formes mais surtout dans son état avancé, et donc la qualité des connaissances, est déterminante pour le rythme d'approfondissement du processus de la croissance ainsi que sa qualité. Comme a été bien souligné par Stiglitz (2005b, 2003c), les pays sud-est asiatiques ont vite réalisé que c'est leur retard en terme de

connaissance, et non en terme de capital, qui constitue l'élément principal les séparant des pays industrialisés. Leurs stratégies publiques se sont alors ardemment axées sur une acquisition des connaissances et leur succès s'est appuyé sur le fait de combler leur retard à ce niveau et non sur l'obsession d'attirer à tout prix le capital qui leurs manque.

Le secteur rentier offre quand même une bonne opportunité de part les facilités financières qu'il génère. Il permet ainsi de combler le gap en capital. Il contribue de fait à briser les obstacles liés à l'insuffisance éventuelle de l'épargne nationale en dehors de ce secteur. Les facilités financières ainsi générées par ce secteur donnent aux pouvoirs publics l'opportunité de pouvoir concevoir des stratégies de développement basées sur les facteurs endogènes de la croissance.

V. 2. Politiques macroéconomiques appropriées

Les politiques macroéconomiques ont un grand rôle à jouer. Elles contribuent tout d'abord à préparer les conditions favorables (environnement économique stable) pour promouvoir une croissance durable. Elles créent en second lieu la coordination nécessaire au succès d'un modèle de croissance choisi. Elles permettent en troisième lieu de mobiliser les moyens indispensables pour favoriser les forces de croissance. « Si, en tant que discipline, l'économie peut paraître sèche et ésotérique, le fait est que des politiques économiques judicieuses peuvent changer la vie des pauvres », disait Stiglitz (2002).

L'histoire économique récente nous renseigne encore une fois du rôle prépondérant qu'ont joué les politiques macroéconomiques. Le premier renseignement est que l'efficacité des politiques macroéconomiques s'apprécie à travers ce qu'elles génèrent comme résultats et non pas sur la base des principes sur lesquels elles se construisent. Le succès enregistré par les économies des pays nouvellement industrialisés d'Asie nous offre l'exemple le plus affirmatif en la matière. Dans ce cadre, si la doctrine économique dominante fait l'éloge des vertus du libéralisme économique, ces expériences nous montrent, notamment à travers la politique d'orientation du crédit vers les activités destinées à l'exportation, que l'intervention clairvoyante des pouvoirs publics à des moments précis du développement économique et dans des domaines ciblés est très vitale pour l'économie.

Il est certain qu'une politique réussie ailleurs ne pourrait nécessairement l'être ici. Les actions conçues sont efficaces puisqu'elles sont mieux adaptées à l'environnement dans lequel sont prises et aux problèmes auxquels elles essaient d'apporter des réponses. Toute expérience est spécifique en ce qu'elle apporte. Le bienfait de l'expérience des autres est qu'elle nous renseigne d'un horizon de solutions très large en dehors de principes prescrits et règles normatives.

Les problèmes de développement sont souvent pris sous un angle de manque de financement. Il est certain qu'un manque de financement contrecarre le processus de croissance. En revanche, une abondance de financement ne pourrait à elle seule, dans le cas d'une économie basée sur un modèle de croissance rentière⁴, dynamiser perpétuellement la croissance. Ceci dit, la politique de financement doit avoir comme première priorité d'accompagner le processus d'endogénéisation globale de la croissance. A ce titre, la politique de financement peut, contrairement au consensus de Washington⁵, être orientée mais tout de même clairvoyante. L'orientation ne signifie pas ici une intervention directe sur le crédit de la part des autorités publiques (Gouvernement ou Banque Centrale), mais elle doit être prise comme le fait d'une régulation indirecte qui oriente le financement vers la direction souhaitée. La politique est clairvoyante lorsque cette régulation indirecte encadrée s'accompagne avec une bonne sélection des cibles de financement, ce qui implique déjà d'avoir un système efficace de choix sectoriels. Faut-il rappeler ici l'affirmation de Stiglitz (2005a) selon laquelle la politique économique doit s'orienter vers le développement et la transformation du développement plutôt que vers la stabilité économique uniquement.

⁴ Ou même dans le cas des pays à croissance entièrement endogène mais souffrant d'une contraction de demande.

⁵ Expression inventée pour la première fois en 1990 par John Williamson pour désigner les politiques néolibérales préconisées en 1989 pour réformer les économies des pays de l'Amérique Latine, et d'une manière générale toute économie en souffrance (au total dix recommandations, parmi elles la libéralisation financière). Cette expression est désormais devenue très populaire et souvent utilisée pour signifier différentes choses. Elle est utilisée ici pour désigner le consensus qui règne au sein du FMI autour de l'orthodoxie financière en tant que pierre angulaire des réformes économiques dans les pays en développement.

Il est vrai que cette démarche peut ne pas permettre d'atteindre un financement optimal au sens de la théorie financière ou même une efficacité du marché des capitaux lui-même, synonyme de présence, sous une certaine forme, du phénomène de répression financière. Un marché de capitaux totalement libéralisé est une caractéristique d'un état avancé du développement économique. Dans ce cas, le marché de capitaux libéralisé permet de profiter des opportunités créées et offertes par le marché. La problématique dans notre pays, et d'une manière générale dans les pays en développement y compris ceux à croissance rentière, est totalement différente. Le choix offert ici est comment organiser et structurer l'économie dans le sens d'endogénéiser, et donc approfondir, le processus de croissance. Stiglitz (2005a et b, 2004f, 2002) a démontré que la libéralisation du marché de capitaux ne favorise nécessairement pas la croissance, bien au contraire. A partir de ce constat, le choix d'accompagner l'endogénéisation de la croissance (synonyme de minimisation des coûts et même de raffermissement des gains à long terme tirés de cette endogénéisation) justifie largement la tolérance d'une certaine répression financière durant la période nécessaire pour l'endogénéisation.

La politique budgétaire peut aller dans le même sens d'approfondissement de la croissance. Cela peut se faire à travers trois canaux essentiels. Le premier concerne les dépenses publiques. Celles-ci doivent être rationalisées et doivent cibler en priorité les foyers qui favorisent l'endogénéisation du processus de croissance. La recherche et le développement, les infrastructures et les télécommunications doivent être au premier front.

Les pouvoirs publics ont également à influencer profondément le processus d'endogénéisation de la croissance à travers une politique fiscale adaptée. Une politique fiscale ne s'apprécie pas nécessairement à travers les avantages qu'elle octroie, mais beaucoup plus à travers sa simplicité, sa visibilité et sa constance. Prenons un exemple simple. L'amendement répété apporté au code d'investissement pour le rendre plus avantageux sur le plan fiscal, notamment aux yeux de l'investissement étranger, n'a pas pu et ne peut donner les résultats escomptés pour au moins trois raisons : 1° ce qui importe le plus pour les

investisseurs potentiels ce n'est pas quelques avantages fiscaux grignotés ici et là, quoique cela les motive, mais un régime fiscal simple dans sa conception et son application ; il est beaucoup plus important, et pour les opérateurs et pour l'économie, de réduire le nombre des taux d'imposition que d'octroyer quelques avantages, de surcroît limités dans le temps. 2° les investisseurs potentiels, sentant cette tendance chez les pouvoirs publics, attendent toujours les prochaines modifications qui leur éventuellement permettent de bénéficier d'avantages fiscaux encore plus important et, 3° les investisseurs donnent plus d'importance à la souplesse et la clarté des procédures fiscales qu'à un régime spécial d'incitations fiscales. On peut, à ce titre, citer d'exemples l'impératif de transparence de l'administration fiscale ou les procédures de recours fiscal.

Le troisième élément qui rend la politique budgétaire plus adaptée pour le renforcement et l'approfondissement de la croissance et celui relatif à la transparence des règles budgétaires. Dans un souci de rationalisation des finances publiques, il est primordial de clarifier ou est dépensé l'argent public. Il est important de mettre la préparation et l'exécution du budget dans un cadre défini par des objectifs et de résultats. Il est important d'introduire des règles claires qui définissent la fixation des besoins et clarifient la responsabilité des différentes institutions publiques. Il est important de limiter les comptes spéciaux du Trésor et bien définir les conditions de leur création, utilisation et fonctionnement. Il est important de renforcer les mécanismes de suivi et de contrôle. Il est enfin important d'améliorer le cadre informationnel du budget. La transparence peut être aussi vue du côté des impôts comme par exemple la définition claire du cadre des exonérations ou la clarification des relations entre l'administration fiscale et les assujettis fiscaux.

V. 3. Réorientation sectorielle et industrielle

Il est aujourd'hui admis que les politiques industrielles ont un grand rôle à jouer dans l'endogénéisation de la croissance, et par voie de conséquence dans le développement économique. L'histoire économique ancienne et récente donne une idée claire sur la place des politiques industrielles dans la transformation économique des différentes nations.

La politique industrielle d'Algérie d'après l'indépendance a été basée sur un postulat propre à l'économie socialiste qui consiste à considérer que l'accumulation matérielle collectiviste du capital amorce un processus historique irréversible de développement. L'industrie industrialisante, qui traduit ce postulat, avait comme arrière pensée de doter la nation des moyens nécessaires pour reproduire le capital physique qui permettrait à terme un approfondissement du développement économique. Aussi, la politique de substitution des importations, éléments important de la vieille stratégie de développement, s'est avérée limitée, dans sa portée et dans son efficacité comme dans sa pertinence, puisque elle-même liée à des facteurs exogènes. Dans la pratique, cette politique s'est heurtée à des contradictions majeures du fait qu'elle n'était pas conçue sur les avantages « intrinsèques » de l'économie nationale. D'où elle a été voulue comme un instrument favorisant l'indépendance vis-à-vis du système économique international dominant, elle avait mené à la création d'une double dépendance technologique et en terme d'approvisionnement en matière première nécessaire pour le fonctionnement des industries ainsi mises en place.

A cet effet, la nouvelle stratégie industrielle⁶ des pouvoirs publics aurait pu apporter quelques réponses aux problèmes de la croissance. En effet, la stratégie présentée contient un certain nombre d'éléments favorables dont les plus importants sont :

- Un souci d'harmonisation du processus industrielle. Cette cohérence recherchée est à voir à l'intérieur du schéma industriel lui-même et entre le processus industriel et l'environnement multidimensionnel des entités appelées à créer de la valeur (les entreprises).

- Il est vrai que la nouvelle stratégie fait un clin d'œil à l'environnement de l'entreprise, mais il n'y a pas une identification des éléments sur lesquels il faudrait agir. Les mécanismes pour lever les entraves à variables géométriques ne sont pas précisés et le timing pour

⁶ Stratégie et politiques de relance et de développement industriels élaborée par le Ministère des Participations et de Promotion de l'Investissement, débattue lors des assises nationales sur la stratégie industrielle qui avaient lieu le 26, 27 et 28 Février 2007 au Palais des Nations à Alger

assainir cet environnement n'est pas arrêté ce qui laisse entendre que le volet environnement reste des souhaits à atteindre.

- Evoquer le rôle des innovations techniques et technologique qui seraient le fruit de l'enseignement supérieur et la formation professionnelle constitue un élément positif de cette stratégie. Toutefois, l'omission du rôle de la recherche et développement au sein des entreprises reste inexplicée. En cas de défaillance des entreprises en la matière faut-il recourir à la création de pôles nationaux de recherche et développement multisectoriels et multidisciplinaires.

En dépit des mérites qu'on peut allouer à ce document de stratégie industrielle, plusieurs lacunes peuvent être mises en lumière :

- Le document réclame une endogénéisation de l'innovation comme vecteur important d'approfondissement de la croissance, en référence très certainement aux théories de croissance endogène, mais cela est tout à fait différent de ce que nous appelons une endogénéisation de l'ensemble du processus de croissance, y compris le processus d'innovation. En plus, les mécanismes d'acquisition de la technique (technologie, organisation, innovation,...) n'ont pas été clairement identifiés. La nécessité de mise en place d'un moteur endogène d'innovation technique et technologique, qui soit à l'origine de l'endogénéisation des autres facteurs de production, est un élément essentiel pour asseoir les bases d'un processus intégré pour une dynamique durable de la croissance. A cet égard, une simple question s'impose : comment s'acquiert la technologie en pratique ? Par une simple importation comme dans la vieille stratégie de développement ? Où bien y a-t-il un processus intégré et endogène pour l'acquisition de cette technologie ?

- La place centrale donnée aux IDE signifie que les forces de succès de cette stratégie se trouvent, au moins en partie, à l'extérieur du système économique national. Le problème est principalement posé en terme de manque d'investissement qu'il faut combler par l'attraction des IDE. Or, le vrai problème est non seulement un manque de volume d'investissement mais aussi et surtout une absence d'un mécanisme endogène de son acquisition. L'absence d'endogénéisation est ainsi en négation avec la volonté d'asseoir une base de croissance durable. En

plus, l'approche basée sur les IDE pourrait se voir être en contradiction avec le souci d'harmonisation du processus, car les objectifs des IDE pourraient n'être pas en tout temps en cohérence avec les objectifs nationaux contenus dans cette stratégie. A ce titre, les IDE acceptent-ils d'aller vers les branches et secteurs qui permettent une endogénéisation à long terme, donc qui ne sont pas forcément financièrement rentables à court terme, du processus de la croissance ? il est, par ailleurs, fort signaler que la qualité des IDE est plus importante que son volume pour soutenir une dynamique durable de croissance. Or, cela n'est pas garanti au vu de la logique qui gouverne les flux de capitaux étrangers vers les pays en développement. Il est ainsi clair que la simple attraction des IDE n'est en soi un succès. La question cruciale qu'il faudrait poser est donc comment orienter les fonds disponibles, y compris ceux issus de l'étranger, vers les meilleurs emplois pouvant ancrer un processus durable de croissance.

- Le paradoxe entre un taux d'investissement parmi les plus élevés dans le monde et ses performances insuffisantes, relevé d'ailleurs par le document, est symptomatique. La réponse apportée⁷ qui fait revenir ce paradoxe à la structuration du cadre de fonctionnement de l'économie nationale risque d'être imparfaite et qui relève en plus une lacune de diagnostic quelques part. La vraie réponse pourrait se trouver à un double niveau. Ce paradoxe est d'abord lié, et ce dans une large mesure, à la problématique posée en terme de volume et de qualité des investissements ; investir trop ne veut pas dire investir bien. Il est en deuxième lieu la conséquence d'une conceptualisation du processus de développement et de croissance qui s'appuie sur des modèles liés aux facteurs exogènes (l'économie se porte bien quand il y a des externalités). L'investissement réalisé, quoique important, ne peut garantir ni un approfondissement ni une durabilité de la croissance du fait que les éléments déclencheurs restent liés aux facteurs exogènes. Dans un tel schéma, la croissance ne peut aller au-delà de l'horizon temporel pour lequel est conçue cette stratégie. C'est de l'intérieur que la croissance soit nourrie. Seule l'endogénéisation de la croissance peut ramener la cohérence et l'équilibre nécessaires au sein de ce processus.

⁷ Par le même document.

Ceci dit, deux stratégies d'orientation industrielle se rivalisent : l'une est partielle, l'autre est globale. La stratégie dite partielle consiste à choisir un certain nombre de secteurs et de domaines de promotion industrielle. Le nombre et la nature de secteurs choisis devraient être une fonction d'avantages « intrinsèques » de l'économie nationale (avantages naturels tels que les matières premières ou la pluviométrie, compétitivité à l'échelle régionale ou internationale, proximité des marchés,...). La généralisation se fait d'une manière progressive en fonction de l'intégration interne et de la maturation du processus. Quant à la stratégie globale, elle vise une industrialisation tout azimuts dans l'ensemble des domaines d'activités tout en se reposant sur des secteurs phares. Un certain nombre de pré-requis est néanmoins nécessaire pour le succès d'une telle stratégie. Il faut que le pays dispose de capacités de financement suffisantes et disponibles tout le long du processus, de capacité suffisante d'absorption interne, de capacités avérées de management public et privé, d'une organisation administrative et logistique adaptée et performante,... . En plus, elle doit répondre à des objectifs de marché aussi bien interne qu'externe, ce qui met en évidence les problèmes de compétitivité.

V. 4. Développement de l'environnement des affaires et de la transparence

Un des aspects les plus importants pour l'approfondissement du processus de croissance est la préparation d'un environnement adéquat et incitatif, un environnement qui libère les forces des entreprises. L'environnement de la croissance est multidimensionnel et recèle une complexité très profonde.

Cadre institutionnel

Il constitue le cadre général qui encadre l'économie. Le cadre institutionnel ne doit pas être contraignant pour le fonctionnement des entreprises. Au contraire, il doit faciliter leur activité tout en fixant des règles claires qui garantissent une concurrence loyale et productive. De même, il est impératif de clarifier les missions des pouvoirs publics et définir les mécanismes de régulation qu'ils entreprendront.

Le cadre institutionnel doit obéir à un souci à la fois de stabilité et de souplesse. Les modifications répétées apportées aux différents cadres institutionnels, comme par exemple la loi relative à l'investissement, donnent l'impression que les pouvoirs publics manquent de visibilité et de cohérence en matière de politique économique. En plus, les modifications répétées n'inspirent pas à la confiance, même si elles sont actuellement apportées vers une direction considérée comme positive. Car cette instabilité donne l'impression qu'un jour les autorités pourraient revenir sur les engagements actuels si elles les considéraient incompatibles avec ce qu'elles voulaient vraiment faire.

Système bancaire

J'ai parlé toute à l'heure de la politique de financement propice pour endogénéiser et approfondir le processus de croissance qui devrait s'appuyer, d'un certain point de vue, sur l'existence d'un système performant de choix sectoriels. Cette politique doit aussi reposer sur un système bancaire performant qui mobilise une capacité nécessaire pour entreprendre des choix judicieux de financement, d'où il constitue un élément du système de choix sectoriels dont on a parlé.

Le système bancaire national actuel souffre d'un problème de choix de financement judicieux comme en témoigne la valeur ajoutée maigre générée par rapport à la masse de crédit bancaire, ce qui renseigne d'un mauvais ciblage en terme de financement (Latreche, 2006). Cela renseigne aussi d'une faible intermédiation bancaire caractérisée par une faiblesse fonctionnelle au niveau du système bancaire.

Un développement du système bancaire est une condition majeure pour le succès d'une politique endogène de croissance. Les réformes qui devront être apportées en la matière sont multidimensionnelles. Elles doivent **manier** technologie et savoir faire bancaires. Elles doivent être de portée aussi bien structurelles que fonctionnelles (Latreche, 2007).

Administration et transparence

Est-il possible de construire une économie performante sans une administration efficace ? Il est certain qu'une réorganisation et assainissement de l'administration soient nécessaires. Il est primordial de définir expressément les mécanismes de son fonctionnement et de

clarifier et préciser ses rapports avec les entreprises. L'administration doit être beaucoup plus un outil d'accompagnement efficace pour la production de richesse qu'une entité de répression. Le fonctionnement de l'administration doit permettre et faciliter l'accès à l'exercice des différentes activités économiques dans des normes universellement connues. La réforme attendue de l'administration vise à renforcer la capacité du management public à travers ses multiples facettes que ce soit sur le plan de régulation que sur le plan du contrôle.

La transparence est une caractéristique déterminante de toute administration performante. Elle vise à clarifier et rationaliser l'utilisation des moyens publics. Elle vise également à éradiquer tout abus d'autorité ou d'influence dans le cadre de l'exercice des responsabilités publiques et économiques. La transparence exige que les règles d'attribution des marchés publics soient clairement définies, dans lesquelles l'accès à ces marchés est garanti d'une manière équitable à tout intervenant. La transparence exige aussi d'éviter au maximum, sinon annuler carrément, le recours aux régimes dérogatoires dans le traitement des affaires publiques qui augmentent les risques de déviation.

Information économique

Il faut bien souligner l'importance de l'information économique dans l'utilisation optimale des ressources disponibles. Que ce soit au niveau de l'entreprise ou au niveau de l'économie nationale dans son ensemble, l'information économique facilite la circulation des valeurs économiques (biens, services, main d'œuvre,...). La disponibilité de l'information favorise la visibilité économique. La disponibilité d'une information fiable en temps opportun facilite les choix économiques et contribue à optimiser les décisions aussi bien sur le plan microéconomique que macroéconomique.

Justice

Quoique n'est pas directement liée au processus de croissance économique, la justice reste un élément important qui facilite le fonctionnement des affaires. Il est à souligner l'importance pour les entreprises par exemple de la célérité de traitement des affaires y afférentes dans la justice. Liée à un traitement de contentieux ou à une

question de fonctionnement normale des affaires économiques, comme par exemple le transfert de l'hypothèque dans le cadre du système des garanties ou aussi dans le cadre de liquidation ou de cessation d'activités, la procédure judiciaire en la matière doit répondre à une attente de souplesse et de célérité qui caractérisent le déroulement et le dénouement des affaires.

V. 6. Intégration dans la mondialisation

En voulant endogénéiser la croissance, les pays concernés sont-ils capables d'aller vers un processus auto-réalisé ? Autrement dit, quels sont le rôle et l'impact de la mondialisation sur les politiques que doivent adopter ces pays ?

La problématique de l'intégration d'une économie dans la mondialisation, ses pré-requis, sa démarche et ses implications, est d'une complexité extraordinaire. Quel type d'intégration faut-il réaliser ? Quel rythme d'ouverture faut-il adopter ? Quelle démarche faut-il poursuivre ?

Généralement, la question de l'intégration dans l'économie mondiale est perçue comme étant une démarche visant de permettre à l'économie nationale de bénéficier des opportunités qu'offre l'intégration dans les échanges internationaux. Ces opportunités sont prises sur un double plan : bénéficier de marchés que permet l'ouverture pour l'écoulement d'une production nationale et permettre l'intégration à l'intérieur du système économique national des bonnes pratiques en terme de procédés de production, de management, d'organisation économique globale,...

Il est aujourd'hui largement admis que l'ouverture sur l'économie mondiale en terme d'échange de biens et services peut permettre à l'économie de bénéficier d'énormes opportunités qui peuvent aller de la mise à niveau jusqu'au stade de concurrencer au niveau international. La problématique débattue ici est de savoir si l'ouverture est nécessaire avant la mise à niveau de l'économie nationale ; donc elle doit être prise comme un préalable de cette mise à niveau, ou bien, on doit donner à l'économie une période d'adaptation durant laquelle l'économie acquiert ce dont faire face à la concurrence internationale.

Concernant l'ouverture financière (au sens du compte de capital de la balance des paiements), les divergences d'opinion continuent à caractériser les débats. Néanmoins, la majorité des études jusque là effectuées (Edison & *al.*, 2002 ; Ishii & Habermeier, 2002 ; Rogoff & *al.*, 2003 ; Stiglitz, 2004f, 2002) n'ont pu démontrer une relation évidente entre le degré d'ouverture financière et la croissance économique. Certains, à l'image de Stiglitz (2002, 2004f), sont allés plus loin pour démontrer et dénoncer les conséquences néfastes de l'ouverture financière, du moins brutale et désordonnée, sur les équilibres économiques fondamentaux du pays concernés.

En conséquence, si la nécessité d'une ouverture de l'économie nationale sur l'économie mondiale n'est aujourd'hui plus nécessaire à démontrer (elle est impérativement à faire aujourd'hui ou demain), elle doit, néanmoins, être bien étudiée et ordonnée pour ne pas provoquer une dislocation de l'économie. Le facteur temps est à ce stade un élément fondamental pour le succès de tout processus d'ouverture.

VI. Conclusion

La croissance rentière est une caractéristique principale de toute économie basée sur les ressources naturelles. Tout l'intérêt est focalisé autour de la ressource rentière. L'effort centré sur le secteur rentier empêche la diversification nécessaire de l'économie, dans la mesure ou l'orientation des ressources vers de grands pôles de production désavantage la constitution des petites et moyennes entreprises, lieu privilégié de production des richesses et de l'emploi.

L'examen de la croissance rentière révèle son caractère exogène. Dans ce modèle de croissance exogène, les facteurs traditionnels de croissance sont acquis auprès d'autres systèmes économiques. Cette dépendance fait du capital une donnée dans le système. Le facteur travail n'est vraiment important qu'à travers sa dimension quantitative indispensable pour le fonctionnement du capital (machines, ...) acquis ailleurs. La dimension technique n'est pas déterminante en raison de faiblesse des systèmes d'enseignement, de formation et d'apprentissage rendant ainsi la productivité très basse.

En outre, la croissance rentière s'avère une croissance faible, instable et non soutenable. Sa dynamique est ainsi faible dans la mesure où elle est liée à des conditions exogènes.

L'ancrage d'une croissance durable et indépendant par rapport au facteur rentier constitue un effort de longue haleine. Il passe par un processus d'endogénéisation de la croissance, qui doit être compris comme étant un processus qui vise à produire et reproduire les facteurs traditionnels de croissance (capital, travail, technique) à l'intérieur du système économique en place.

L'endogénéisation des facteurs de croissance repose sur un processus complexe, maniant transformations structurelles et actions de conjoncture. L'Etat a l'énorme responsabilité d'engager les bases de ce processus. L'intervention de l'Etat peut prendre trois directions principales. Il s'agit tout d'abord d'agir directement sur les facteurs de croissance par une politique ordonnée et bien adaptée. L'objectif est de créer les conditions qui influencent directement la production des facteurs de croissance à l'intérieur du système économique en place.

L'Etat a aussi à adopter des politiques macroéconomiques appropriées. L'objectif de cette option est d'accompagner le processus d'endogénéisation de la croissance par la préparation des conditions économiques générales pour permettre une croissance saine et durable. Il s'agit là d'adopter les politiques les plus judicieuses qui permettent une optimisation de la dualité de financement et de conditions financières d'une part et de répression financière d'autre part.

Enfin, l'Etat a la responsabilité d'engager d'autres actions volontaristes sur différents plans pour assainir et promouvoir l'environnement économique de l'entreprise. L'objectif de ce troisième atelier de réformes est de libérer les forces des entités créatrices de valeurs à travers l'enlèvement des entraves qui les contrecarrent.

Bibliographie :

- Abraham-Frois, Gilbert (1989): Dynamique économique, Sixième édition, Dalloz, Paris.
- Aghion, Philippe & Howitt, Peter (1992): A model of growth through creative destruction, *Econometrica*, Vol. 60, No. 2, pp.323-352.

- Barro, Robert J. (1989): Economic growth in a cross section of countries, *NBER Working Paper*, No. 3120.
- ----- (1991): Determinants of economic growth: A cross-country empirical study, *NBER Workin Paper*, No. 5698.
- Barro, Robert J. & Xavier, Sala-i-Martin (1995): Technological diffusion, convergence, and growth, *NBER Working Paper*, No. 5151.
- Bils, Mark and Klenow, Peter J. (1998): Does schooling cause growth or the other way around? *NBER Working Paper*, No. 6393.
- Bruno, Micheal & Sachs, Jeffrey (1982): Energy and resource allocation: A dynamic model of the “Dutch disease”, *Review of Economic Studies*, Vol. 51, No. 159, pp.845-859.
- Ciccone, Antonio & Hall, Robert E. (1996): Productivity and the density of economic activity, *American Economic Review*, Vol. 86, No 1, pp.54-70.
- Corden, W. M. (1984): Booming sector and Dutch disease: Economics survey and consolidation, *Oxford Economic Papers*, Vol. 36, No.1, pp.359-380
- De Long, Bradford J. & Summers, Lawrence H. (1992): Macroeconomic policy and long-run growth, *Federal Reserve Bank of Kansas City Economic review*, Vol. 77, No. 4, pp.5-30.
- Dougherty, Chrys and Jorgenson Dale W. (1996): International comparisons of the sources of economic growth, *American Economic Association Papers and Proceedings*, No. 86, pp.25-29.
- Easterly, William & Kremer, Micheal & Pritchett, Lant & Summers, Lawrence (1993): Good policy or good luck? Country growth performance and temporary shocks, *NBER Working Paper*, No. 4474.
- Edison, Hali J., & al. (2002): Capital account liberalization and economic performance: Survey and synthesis, IMF working paper No. 02/120.
- Engerman, Stanley L. & Sokoloff, Kenneth L. (1994):Factor endowments, institutions, and differential paths of growth among new world economies: A new from economic historians of the Uited States, *NBER Historical Paper*, No. 66.
- Fischer, Stanley (1993): The role of macroeconomic factors in growth, *NBER Working Paper*, No.4565.
- Gregory, R. G. (1976): Some implications of the mineral sector, *Australian Journal of Agricultural Economics*, Vol. 20, No. 2, pp.71-91.
- Hall, Robert E. & Jones, Charles I. (1996): The productivity of nations, *NBER Working Paper*, No. 5812.
- ----- (1998): Why do some countries produce so much more output per worker than others? *NBER working paper* No. 6564.
- Ishii, Shogo & Habermeier, Karl (2002) : Capital account liberalization and financial sector stability, IMF occasional paper No. 211.
- Jones, Charles I. (1995): R&D-Based models of economic growth, *Journal of Political Economy*, No. 103, pp.759-784.

- Kahn, George A. (1992): Policies for long-run economic growth: A summary of the bank's 1992 economic symposium, *Federal Reserve Bank of Kansas City Economic Review*, Vol. 77, No. 4, pp.31-40.
- Latreche, T. (2006): Système bancaire national: Etats des lieux et perspectives, *Revue des Réformes Economiques et Intégration en Economie Mondiale*, No. 1, pp.5-29.
- ----- (2007) : Mutation du système bancaire national : Actions pour l'amélioration, *Revue des Réformes Economiques et Intégration en Economie Mondiale*, No 2, pp.7-29.
- Levine, Ross & Loayza, Norman & Beck, Thorsten (2000): Financial intermediation and growth: Causality and causes, *Journal of Monetary Economics*, No. 46, pp 31-77.
- Lucas, Robert E. (1988): On the mechanics of economic development, *Journal of Monetary Economics*, Vol. 22, pp.3-42.
- Mauro, Paolo (1995): Corruption and growth, *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 110, No. 3, pp.681-713.
- North, Douglass C. (1990): Institutions, institutions change, and economic performance, Cambridge: Cambridge University Press
- Rodrik, Dani (1997): TFPG controversies, institutions, and economic performance in East Asia, *NBER Working Paper*, No. 5914.
- Rogoff, Kenneth S. & al. (2003): Evolution and performance of exchange rate regimes, IMF working paper No. 03/243.
- Romer, Paul M. (1990) : Endogenous technological change, *journal of political economy*, Vol. 98, No. 5, part 2, pp.S71-S102.
- Stiglitz, E. Joseph (2002): Globalization and its discontents, W. W. Norton & Company.
- ----- (2003c): Globalization, technology, and Asian development, *Asian Development Review*, Vol. 20, No. 2, pp.1-18.
- ----- (2004f): Capital-market liberalization, globalization, and the IMF, *Oxford Review of Economic Policy*, Vol. 20, No. 1, pp.57-71.
- ----- (2005a): Finance for development, *Development Dilemmas*, edited by Melvin Ayogu and Don Ross, Great Britain, pp.15-29.
- ----- (2005b): Development policies in a world of globalization, *Putting Development First*, Kevin, P. Gallagher ed., New York, pp.15-32.
- Williamson, John (1990): What Washington means by policy reform, In J. Williamson, ed., *Latin American Adjustment: How Much Has Happened?* (Washington: Institute for International Economics).
- ----- (2000): What should the World Bank think about the Washington consensus? *The World Bank Research Observer*, Vol. 15, No. 2, pp.251-264.